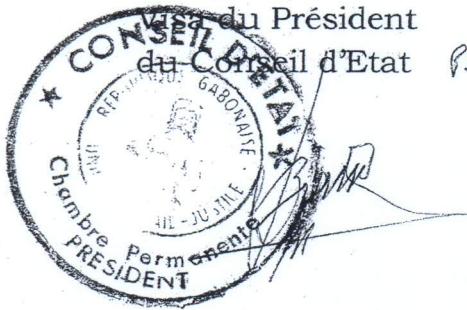


Ministère de L'Education Nationale,
de l'Enseignement Supérieur et Technique,
de la Formation Professionnelle et de la Recherche
Scientifique, chargé de la Culture,
de la Jeunesse et des Sports



N° **0853**
Décret n° PR/MENESTFPRSCJS
portant Statuts de l'Agence Nationale de
Formation et de Perfectionnement Professionnels

Le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 21/2011 du 14 février 2012 portant Orientation générale de
l'Education, de la Formation et de la Recherche ;

Vu la loi n°15/2001 du 12 décembre 2001 fixant les principes fondamentaux
du service public de l'enseignement et de la formation professionnelle ;

Vu la loi n° 5/85 du 27 juin 1985 portant règlement général sur la
Comptabilité Publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'Ordonnance n°8/73 du 27 janvier 1973 portant création d'une Agence
Nationale de Formation et de Perfectionnement Professionnels, ensemble les
textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°09/2001 du 12 décembre 2001 portant création du fonds
national de la formation professionnelle ;

Vu la loi n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création,
d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°0012/82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de
l'Etat sur les établissements publics, des sociétés d'Etat, des sociétés
d'économie mixte et des sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n°001/2005 du 04 février 2005 portant statut général de la fonction
publique ;

Vu la loi n°08/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°03/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des agents contractuels de l'état ;

Vu la loi n°03/94 du 21 novembre 1994 portant code du travail de la République Gabonaise, ensemble des textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 405/PR/MENESTFPRSCJS du 12 mars 2013 portant attribution et organisation du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et Technique, de la Formation Professionnelle, de la Recherche Scientifique, chargé de la Culture, de la Jeunesse et des Sports ;

Vu le décret n°0140/PR du 27 février 2012 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°0141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du Gouvernement de la République ;

le Conseil d'Etat consulté ;

le Conseil des Ministres entendu ;

Décète :

Article 1^{er} : Les présents statuts fixent les dispositions d'application des textes législatifs régissant l'Agence Nationale de Formation et de Perfectionnement Professionnels, en abrégé ANFPP, ci-après désignée, Agence.


Article 2 : Les missions générales de l'ANFPP sont déterminées à l'article 2 nouveau de l'ordonnance n° 48/77 du 28 septembre 1977 modifiant l'ordonnance n°8/73 du 27 janvier 1973 portant création d'une agence nationale de formation et de perfectionnement professionnels.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'Agence jouit de la personnalité juridique, de l'autonomie de gestion administrative et financière. Elle comprend les organes suivants :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- l'Agence Comptable.

Chapitre I : Du Conseil d'Administration

Article 3 : Le Conseil d'Administration est l'organe d'orientation et de contrôle de l'Agence.

Il est notamment chargé : 

- de déterminer les grandes orientations de l'ANFPP et d'arrêter les programmes d'interventions prioritaires ;
- d'adopter son règlement intérieur ;
- d'approuver les budgets de fonctionnement et d'investissement de l'ANFPP ;
- d'approuver les procédures comptables et d'examiner les comptes et bilans en fin d'exercice ;
- d'approuver le rapport d'activités du directeur général de l'ANFPP ;
- d'approuver les conventions à passer avec les administrations ou tout autre partenaire de l'ANFPP ;
- d'autoriser et approuver le recrutement du personnel d'encadrement contractuel ;
- d'autoriser l'acceptation des dons et legs, les acquisitions ou aliénations d'immeubles ;
- de veiller au financement des programmes de formation professionnelle et de la recherche appliquée conduite par les centres et autres établissements publics de formation professionnelle ou ceux en partenariat avec l'Etat ainsi que les infrastructures et équipements y relatifs décidées par le Gouvernement ;
- de déterminer la grille de rémunérations ;
- de donner quitus de gestion au directeur général.

Il peut recevoir des pouvoirs publics toute autre mission relevant de son domaine d'activité.

Le Conseil d'Administration peut déléguer certaines de ses attributions au directeur général de l'ANFPP.

Article 4 : Les membres du Conseil d'Administration sont répartis en trois collèges :

- le collège des membres représentant les pouvoirs publics ;
- le collège des membres représentant les opérateurs économiques ;
- le collège des membres représentant les partenaires sociaux.

Article 5 : Le collège des membres représentant les pouvoirs publics comprend :

- deux représentants du ministère en charge de l'économie et de l'emploi à raison d'un représentant par secteur ;
- deux représentants du ministère en charge du budget et de la fonction publique, à raison d'un représentant par secteur ;
- deux représentants du ministère en charge des travaux publics ;
- un représentant du ministère en charge de la Santé ;
- deux représentants des collectivités locales siégeant, rotativement, province par province, pour deux ans dont un au titre des conseils municipaux et un au titre des conseils départementaux ;
- un représentant de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon. ✕

Article 6 : Le collège des membres représentant les partenaires économiques comprend neuf membres issus respectivement des organisations patronales et de la chambre de commerce pour deux tiers et des organisations patronales des PME et PMI pour un tiers.

Article 7 : Le collège des membres représentant les partenaires sociaux est composé de deux membres.

Article 8 : Le Président du Conseil d'Administration est élu par ses pairs pour un mandat de deux ans.

Il est assisté de deux vice-présidents issus respectivement de chacun des deux autres collèges.

Article 9 : Les membres du Conseil d'Administration sont désignés ou élus par les autorités ou les organes dont ils relèvent.

Ils sont nommés pour un mandat de quatre ans renouvelable par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de la formation professionnelle.

Article 10: Le directeur général de l'ANFPP et le directeur général de la formation professionnelle participent aux travaux du Conseil d'Administration avec voix consultative.

Article 11 : Le mandat de membre du Conseil d'Administration se perd, soit à l'expiration normale de sa durée, soit par décès, soit par démission, soit à la suite de la perte de la qualité ayant servi de support à la nomination du titulaire.


En cas d'empêchement définitif du titulaire, il est procédé au remplacement de celui-ci dans les mêmes formes.

Le nouveau membre achève le mandat du membre remplacé.

Article 12 : La fonction de membre du Conseil d'Administration est gratuite. Toutefois, en contrepartie des suggestions particulières liées à l'accomplissement de leur mission, les membres perçoivent dans les conditions fixées par le règlement intérieur, une indemnité forfaitaire de session.

Article 13 : Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président, en session ordinaire une fois par an, ou en session extraordinaire chaque fois que le Président le juge nécessaire ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Article 14 : Conseil d'Administration ne délibère valablement, à la première convocation, que lorsque la majorité absolue de ses membres est présente. Lorsque ce quorum n'est pas atteint le conseil d'administration se réunit à la convocation ultérieure, à la majorité simple des membres présents.

Un membre ne peut disposer que d'une seule délégation. 

Article 15 : Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Article 16 : Les délibérations du Conseil d'Administration font l'objet d'un procès-verbal signé de son Président et du secrétaire de séance.

Article 17 : Le Conseil d'Administration peut inviter à ses travaux toute autre personne dont la présence est jugée nécessaire.

Chapitre II : De la Direction Générale

Article 18 : La direction générale est l'organe de gestion de l'Agence.

Elle est notamment chargée :

- de préparer les réunions du conseil d'administration, d'en assurer le secrétariat des travaux et la conservation des archives ;
- d'exécuter les délibérations du conseil d'administration ;
- de préparer les projets de budget, les statuts et le règlement intérieur ;
- d'administrer les ressources humaines, financières et matérielles de l'agence ;
- de programmer les actions communes de formation initiale et continue ;
- d'établir des partenariats avec les opérateurs économiques ;
- d'assurer la coordination et la supervision des services de l'Agence ;
- d'assurer la coordination, le suivi et le contrôle des activités administrative, pédagogique et financière des centres publics de formation professionnelle ;
- de représenter l'agence dans tous les actes de la vie civile, sous réserve des limites fixées par les textes en vigueur ;
- d'ester en justice.

Article 19 : La direction générale de l'ANFPP est placée sous l'autorité d'un directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de la formation professionnelle, parmi les agents publics permanents de la première catégorie ayant une expertise en matière de formation professionnelle, de recherche appliquée ou de recherche et de développement et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans.

Le directeur général est assisté d'un directeur général adjoint, nommé dans les mêmes formes et conditions que lui.

Il est également assisté de conseillers dont un expert en formation professionnelle et un expert en recherche et développement.

Article 20 : La Direction Générale de l'ANFPP comprend : 

Article 20 : La Direction Générale de l'ANFPP comprend :

- la Direction de la Formation ;
- la Direction de la Recherche et Développement ;
- la Direction d'Appui à l'Entrepreneuriat ;
- la Direction de l'Observatoire des Métiers et de l'Emploi ;
- la Direction Administrative et Financière ;
- la Direction des Ressources Humaines ;
- le Service Relations Publiques et Communication.

Article 21 : La Direction de la Formation est notamment chargée :

- de planifier, coordonner et développer sur le plan pédagogique les actions de formation initiale, continue, de perfectionnement professionnel et de reconversion ;
- de planifier l'acquisition, la gestion et l'entretien de tous les équipements pédagogiques de l'Agence.

Article 22 : La Direction de la Formation comprend :

- le Service Formation Initiale ;
- le Service Formation Continue ;
- le Service Logistique, Maintenance et Sécurité ;
- le Service Documentation.

Article 23 : Le Service Formation Initiale est notamment chargé :

- de planifier et coordonner les formations initiales des centres de formation ;
- de veiller au respect de l'application des programmes de formation ;
- d'élaborer le calendrier inter-stage ;
- de veiller à l'adéquation poste de travail/stagiaire ;
- de gérer les transferts des stagiaires entre les centres de formation ;
- de participer à la commission de sélection des filières de formation ;
- de tenir à jour le fichier des stagiaires.

Article 24 : Le Service Formation Continue est notamment chargé :

- de coordonner les actions de formation continue des centres ;
- d'élaborer les conventions de partenariat ;
- d'accompagner les centres dans la mise en œuvre des actions de formation continue ;
- de tenir à jour le fichier des offres de formation continue ;
- de tenir à jour le fichier des stagiaires en formation continue ;
- de valider les projets des formations continues des centres.

Article 25 : Le Service Logistique, Maintenance et Sécurité est notamment chargé :

- de planifier et coordonner les actions de maintenance des équipements et des infrastructures de l'Agence ;
- de gérer le patrimoine de l'Agence ;
- de suivre les travaux de construction et de réhabilitation de l'Agence ;

- de tenir à jour les inventaires et les besoins en équipements et en infrastructures ;
- de veiller aux normes d'hygiène, de sécurité et d'environnement.

Article 26 : Le Service Documentation est notamment chargé :

- de planifier et coordonner les actions d'acquisition de la documentation ;
- de mettre à disposition des centres les programmes de formation ;
- de tenir à jour un état des besoins en documentation ;
- de tenir à jour un inventaire de la documentation des centres ;
- de diffuser toute documentation pédagogique, professionnelle et générale pertinente dans les centres ;
- de gérer le centre de documentation et d'information central.

Article 27 : La Direction de la Recherche et Développement est notamment chargée :

- d'élaborer des projets de recherche appliquée qui cadrent avec le plan stratégique Gabon émergent, en collaboration avec les opérateurs économiques ;
- de planifier les actions de recherche appliquée ou de développement en collaboration avec la direction de la formation ;
- d'organiser les actions de recherche et de développement en collaboration avec les opérateurs économiques.


Article 28 : La Direction de la Recherche et Développement comprend :

- le Service Recherche Appliquée ;
- le Service Planification ;
- le Service Développement.

Article 29 : Le Service Recherche Appliquée est notamment chargé :

- d'élaborer des projets de recherche appliquée en collaboration avec les opérateurs économiques ;
- d'organiser les actions de recherche en collaboration avec les opérateurs économiques ;
- de diffuser les résultats des recherches.

Article 30 : Le Service Planification est notamment chargé :

- de planifier les actions de recherche, en collaboration avec la direction de la formation ;
- d'élaborer et tenir à jour les données statistiques de l'Agence. 

Article 31 : Le Service Développement est notamment chargé :

- de planifier et organiser les actions de développement, en collaboration avec les autres services compétents et les opérateurs économiques ;
- de diffuser les produits développés.

Article 32 : La Direction d'Appui à l'Entrepreneuriat est notamment chargée :

- d'encourager la valorisation des ressources humaines par les actions de sensibilisation, de formation, d'appui et d'accompagnement ;
- de développer une culture entrepreneuriale ;
- de faciliter la réinsertion de toutes les couches de la société ;
- de permettre l'insertion professionnelle des jeunes par l'auto-emploi ;
- de favoriser l'émergence des PME et PMI ;
- de promouvoir les actions de réseautage à travers tout le pays.

Article 33 : La Direction d'Appui à l'Entrepreneuriat comprend :

- le Service Formations ;
- le Service Partenariats ;
- le Service Communication.

Article 34 : Le Service Formations est notamment chargé :

- de monter des projets de formation pour les jeunes entrepreneurs
- d'organiser des formations ciblées à l'intention des jeunes entrepreneurs ;
- d'organiser des formations ciblées à l'intention des jeunes entrepreneurs ;
- de développer une culture entrepreneuriale ;
- de tenir à jour un état des besoins de formation en entrepreneuriat ;
- de tenir à jour un fichier des jeunes entrepreneurs formés ;
- de collaborer à l'insertion professionnelle des jeunes entrepreneurs.

Article 35 : Le Service Partenariats est notamment chargé :

- de développer un réseau des PME/PMI ;
- d'organiser des rencontres de jeunes entrepreneurs ;
- d'organiser des actions de réseautage à travers tout le pays.

Article 36 : Le Service Communication est notamment chargé :

- d'organiser des forums sur l'entrepreneuriat ;
- d'organiser et animer un centre documentaire pour l'entrepreneuriat ;
- d'organiser des campagnes de communication sur l'entrepreneuriat ;
- d'élaborer un programme annuel de sensibilisation.

Article 37 : La Direction de l'Observatoire des Métiers et de l'Emploi est notamment chargée : 

- d'analyser en détail l'évolution des métiers ;
- de suivre les besoins de l'économie gabonaise ;
- de proposer de nouvelles filières de formation dans les établissements scolaires, de formation et universitaires.

Article 38 : La Direction de l'Observatoire des Métiers et de l'Emploi comprend :

- le Service Métiers ;
- le Service Emploi ;
- le Service Prospective et Formation.

Article 39 : Le Service Métiers est notamment chargé :

- de collecter les données des métiers et des compétences auprès des entreprises ;
- d'élaborer des référentiels des métiers ;
- de dresser des cartographies des métiers et des besoins par secteur.

Article 40 : Le Service Emploi est notamment chargé :

- de suivre l'insertion professionnelle des diplômés ;
- de suivre l'évolution de l'emploi et des tendances de recrutements ;
- de suivre les besoins des entreprises en matière de formation continue.

Article 41 : Le Service Prospective et Formation est notamment chargé :

- de réaliser la veille des besoins de formation des entreprises ;
- de proposer la création de nouvelles filières pertinentes pour les besoins de l'économie gabonaise en partenariat avec les établissements de formations professionnelles et les universités ;
- de faciliter la création des formations professionnelles à destination des entreprises du pays en collaboration avec la direction de la formation.


Article 42 : La Direction Administrative et Financière est notamment chargée :

- d'assurer la gestion administrative des services de l'ANFPP ;
- d'élaborer le projet de budget ;
- de contrôler la gestion financière des services de l'Agence.

Article 43 : La Direction Administrative et Financière comprend :

- le Service Administratif ;
- le Service Budget ;
- le Service Contrôle de Gestion.

Article 44 : Le Service Administratif est notamment chargé :

- de gérer le courrier arrivée et départ ;
- d'assurer la communication administrative entre les services ;
- d'assurer le secrétariat des réunions ;
- de gérer les archives. 

Article 45 : Le Service Budget est notamment chargé :

- d'élaborer les projets de budget ;
- de suivre l'exécution du budget ;
- de dresser les états financiers annuels ;
- de tenir la comptabilité matière de l'Agence.

Article 46 : le Service Contrôle de Gestion est notamment chargé :

- de contrôler la gestion financière et matérielle des centres ;
- d'accompagner les services dans l'optimisation de la gestion des ressources ;
- d'élaborer et mettre à jour les procédures de gestion financière et matérielle des services ;
- de tenir à jour le fichier de l'état de gestion des services.

Article 47 : La Direction des Ressources Humaines est notamment chargée :

- de recruter et gérer les personnels ;
- de planifier, organiser et suivre le perfectionnement des personnels.

Article 48 : La Direction des Ressources Humaines comprend :

- le Service Recrutement ;
- le Service Carrière et Sécurité Sociale ;
- le Service Formation et Stages.

Article 49 : Le Service Recrutement est notamment chargé :

- de gérer les dossiers de demande de recrutement ;
- d'affecter les personnels dans les services ;
- de tenir à jour l'état des besoins en personnel des services ;
- de tenir à jour l'état des personnels de l'Agence.

Article 50 : Le Service Carrière et Sécurité Sociale est notamment chargé :

- de veiller au suivi des carrières des personnels ;
- de planifier et coordonner les congés des personnels ;
- de veiller au respect des conventions collectives et du Code du travail ;
- de veiller au respect des contrats de travail des personnels ;
- d'assurer la prise en compte des personnels à la CNSS ;
- d'assurer le lien entre l'Agence et l'Inspection du Travail.

Article 51 : Le Service Formation et Stages est notamment chargé :

- d'identifier les besoins des personnels en formation continue ;
- de recueillir et traiter les dossiers de demande de stage ;
- de programmer et suivre la mise en stages des personnels.

Article 52 : Le Service Relations Publiques et Communication est notamment chargé :

- de planifier et organiser les activités de promotion de l'ANFPP ;

Article 55 : Les personnels d'encadrement autres que ceux visés à l'article 19 ci-dessus, sont recrutés par le Conseil d'Administration après appel à candidature et nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre assurant la tutelle technique.

Les autres personnels sont recrutés par le directeur général après avis du Conseil d'Administration.

Article 56 : Les ressources de l'ANFPP sont notamment constituées par :

- la dotation budgétaire annuelle de l'Etat ;
- le fonds national de formation professionnelle ;
- les produits des prestations fournies ;
- les côtes parts des revenus des centres de formation, des lycées techniques et autres établissements professionnels ;
- les dons et legs.

Article 57 : Il est institué au sein du Conseil d'Administration une commission spécialisée dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés conformément aux dispositions de la loi n° 09/2001 du 12 décembre 2001 susvisée.

Article 58 : La certification des comptes de l'ANFPP est assurée par un commissaire aux comptes désigné par le Conseil d'Administration, après appel d'offres parmi les experts agréés.

Le commissaire aux comptes est désigné pour un mandat de trois ans renouvelable une fois.

Sa rémunération est fixée par le conseil d'administration et imputée dans le budget de fonctionnement de l'Agence. ✍

Chapitre V : Des Dispositions Diverses et Finales

Article 59 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 60 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le **24 OCT. 2013**

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;



Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement ;



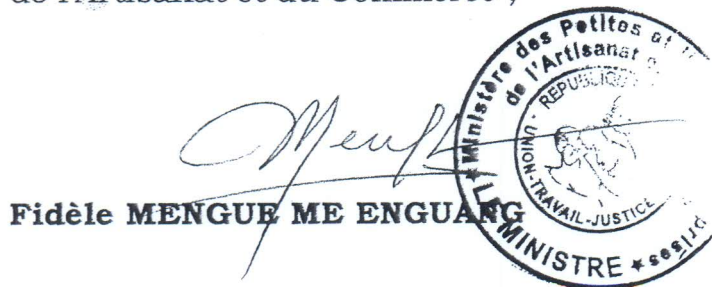
Raymond NDONG SIMA

Le Ministre de l'Education Nationale,
de l'Enseignement Supérieur et Technique
et de la Formation Professionnelle, de la
Recherche Scientifique, chargé de la Culture,
de la Jeunesse et des Sports ;



Séraphin MOUNDOUNGA

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
de l'Artisanat et du Commerce ;



Fidèle MENGUE ME ENGUANG